

mars 2025

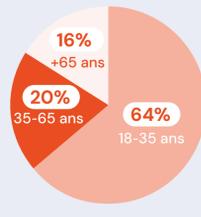
Lors de la consultation organisée à Paris en mars 2025, les citoyens d'**Île-de-France** (France) ont échangé sur l'environnement, l'intégration européenne et l'État de droit, en explorant d'éventuelles pistes de réflexion pouvant influencer les décisions politiques de demain.



Aperçu de la participation



25 citoyens ont pris part aux discussions



Malgré des positions initialement opposées (entre proeuropéens et eurosceptiques), toutes les propositions sont parvenues à un consensus, grâce à une discussion collective approfondie.

1 État de droit

Les citoyens ont appréhendé l'État de droit à la fois comme une notion complexe et comme un **principe fondamental** de l'UE qui devra être protégé dans le cadre des futurs élargissements. L'imbrication de l'État de droit avec le niveau européen a soulevé de nombreuses questions quant à la **légitimité démocratique de l'UE**.



Problèmes identifiés

- Manque de compréhension de la notion
- « Deux poids, deux mesures » en matière de sanctions
- Méfiance à l'égard de Bruxelles
- L'élargissement affaiblira les standards de l'UE en matière d'État de droit

Solutions proposées

- Une meilleure pédagogie dans les écoles, les universités et les médias
- Besoin de cohérence et d'une meilleure communication avec les citoyens
- Renforcement de l'éducation civique européenne, par le biais d'un « livret du citoyen européen »
- Mise en place de mécanismes visant à garantir le maintien de l'engagement en faveur de l'État de droit après l'adhésion

2 Environnement

Les citoyens ont souligné l'importance de la **pédagogie** en matière de transition écologique qui doit être **inclusive**. Ils considèrent l'UE comme un **leader potentiel** dans la transition, si elle parvient à préserver sa **compétitivité**. Ils ont également convenu que ce sujet devrait être au cœur des négociations d'adhésion à l'UE.



Problèmes identifiés

- Sentiment d'impuissance face aux défis
- Coût élevé de la transition pour les petits pays et crainte que cela ne nuise à la compétitivité de l'UE
- Manque de cohérence au sein de l'UE
- Crainte d'un recul des standards lors des futurs élargissements

Solutions proposées

- Des campagnes de communication ciblées pour rendre la transition socialement inclusive
- Un soutien financier accru aux pays moins avancés dans la transition et une plus grande unité pour que l'UE devienne un leader
- Une meilleure coordination entre les institutions de l'UE et les États membres pour éviter les contradictions
- Nécessité de s'assurer que les candidats respectent des normes environnementales strictes avant leur adhésion

3 Intégration à l'UE/Élargissement

Si beaucoup ont reconnu l'**attrait de l'UE** et la nécessité d'un projet d'intégration cohérent, ils ont également souligné sa **complexité croissante**. Les **élargissements passés ont souvent été considérés comme des échecs**, ce qui a soulevé une série de **questions sur les élargissements futurs**.



Problèmes identifiés

- Désinformation autour du processus d'adhésion à l'UE
- Un processus d'élargissement rigide
- Baisse des standards démocratiques de l'UE du fait de l'élargissement
- Concurrence déloyale des nouveaux États membres

Solutions proposées

- Rendre l'impact du financement de l'UE plus visible pour le public, créer des campagnes sur les réseaux sociaux pour expliquer les bénéfices de l'élargissement
- Modèle d'adhésion progressive permettant aux pays de bénéficier progressivement des avantages de l'UE
- Mettre l'accent sur l'État de droit dans le processus d'adhésion
- Alignement sur des normes environnementales plus strictes afin d'éviter la concurrence déloyale et de maintenir les objectifs de transition

Funded by the European Union

Cette infographie a été réalisée dans le cadre du projet REACH (Reinventing Engagement through Affirmative CitizenConsultations). Ce projet est soutenu par l'Union européenne, dans le cadre du programme « L'Europe pour les citoyens » de l'Agence exécutive pour l'éducation, l'audiovisuel et la culture (EACEA). Les points de vue et opinions exprimés sont toutefois ceux des auteurs uniquement et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Union européenne ou de l'EACEA. Ni l'Union européenne ni l'EACEA ne peuvent en être tenues pour responsables.

Pour plus d'informations, veuillez consulter le site mladirini.org.